

L'Adresse

Le gouvernement parle d'éducation, mais comment peut-il s'attendre à ce que les provinces financent l'éducation, financent le développement régional, réduisent l'analphabétisme et fassent diminuer le nombre de chômeurs s'il persiste à restreindre systématiquement les paiements de transfert? Comment pouvons-nous instruire les gens si nous n'avons pas d'argent? Comment pouvons-nous créer des emplois si le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter chaque jour à cause des mauvaises politiques du gouvernement en matière d'emploi?

S'il y a un manque de productivité dans notre pays, c'est à cause de la réduction des fonds affectés à la recherche et au développement, des paiements de transfert, des fonds affectés à l'éducation ainsi que des programmes de formation et de recyclage. Comment le gouvernement peut-il demander aux travailleurs canadiens d'accroître leur productivité s'il leur lie les mains?

Je veux citer un extrait du dernier discours prononcé par le sénateur Hubert Humphrey en 1977. Voici ce qu'il avait dit:

On peut juger du sens moral d'un gouvernement par la façon dont il traite ceux qui sont à l'aube de la vie, les enfants, ceux qui sont au crépuscule de la vie, les personnes âgées, et ceux qui sont dans les ténèbres de la vie, les malades, les nécessiteux et les handicapés.

Comment le gouvernement actuel peut-il croire qu'il a le sens moral nécessaire pour gouverner?

On dit, dans le discours du Trône, qu'il faut absolument faire abstraction des considérations partisans pour assurer le bon fonctionnement du Parlement. Le premier ministre demande aux députés de l'opposition de reconnaître qu'ils ont un double rôle à jouer en tant que membres d'un parti politique et en tant que parlementaires.

Je dirai en terminant que, si le premier ministre reconnaissait qu'il a un double rôle à jouer en tant que député élu et en tant que chef nommé de l'exécutif, son gouvernement serait déjà beaucoup plus près de ses trois grands objectifs: l'unité, la prospérité et l'efficacité gouvernementale.

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son analyse du discours du Trône. Ses observations étaient très justes, et je veux seulement poser une ou deux questions.

Vendredi dernier, le député était présent à la Chambre lorsque j'ai énuméré une partie des compressions faites par le gouvernement et touchant les provinces de

l'Ouest. Mon collègue a fait allusion à un bon nombre de ces compressions. Ces compressions ont également beaucoup nui aux provinces atlantiques.

J'étais particulièrement préoccupé par les augmentations que le gouvernement entend exiger des Canadiens de l'Ouest, du Nord et de la région atlantique, relativement aux contrats passés avec la GRC.

J'ai expliqué aujourd'hui à la Chambre comment le gouvernement appuyait, peut-être en n'intervenant pas, les projets que pourrait avoir CP Rail d'acheminer des trains vers les États-Unis plutôt qu'au Canada, ce qui aurait comme conséquence d'entraîner la perte d'emplois au pays, et de porter un dur coup aux provinces de l'Ouest par suite de la non perception de taxes sur le carburant. Le gouvernement a appliqué et continue d'appliquer des politiques qui ont un effet dévastateur pour l'ensemble du Canada.

Ma question est très simple. Les Canadiens peuvent-ils réellement croire qu'un discours du Trône comme celui qui a été prononcé à la Chambre fera une différence relativement aux problèmes d'unité ainsi qu'aux graves difficultés économiques auxquels sont exposés les Canadiens?

M. Proud: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de ses observations et de sa question.

Encore une fois, je répète ce que j'ai déjà dit à maintes reprises à la Chambre. Depuis un certain nombre d'années, on constate dans les régions du pays un affaiblissement, délibéré ou non, des institutions qui ont traditionnellement été perçues comme faisant partie intégrante du système canadien. On a sabré dans les paiements de transfert, et je sais de quoi je parle. Je pense qu'il n'y a rien qui ferait plus plaisir aux régions que de pouvoir se passer du système des paiements de transfert, mais celles-ci ne peuvent le faire tant qu'une solution de rechange n'aura pas été adoptée. Ni la région atlantique, ni l'Ouest, ni le Nord ne sont en mesure de se passer des paiements de transfert.

• (1530)

Je pense parfois que le gouvernement agit ainsi de façon délibérée à l'endroit des régions, mais j'espère que ce n'est pas le cas. Nous parlons beaucoup d'unité canadienne; pourtant, si le niveau de vie des autres régions du pays n'est pas le même que celui du centre du Canada, cette unité ne se fera pas. Nous allons plutôt voir une partie du pays se liguer contre l'autre.